

aux travaux des Nations Unies, afin d'aider à élaborer une interdiction générale des essais nucléaires.

Le 15 juin dernier, la Commission des Nations Unies sur le désarmement a adopté une résolution demandant à l'Assemblée générale d'étudier sans retard la possibilité de tenir une conférence mondiale sur le désarmement. Le gouvernement du Canada accepte en principe l'idée d'une telle conférence. Nous croyons qu'une telle rencontre exigera une préparation soignée et détaillée. Au cours des ans, certains principes ont été acceptés relativement à la conduite des négociations sur le désarmement. Selon le gouvernement du Canada, les principes adoptés par l'Assemblée en 1962 doivent continuer à guider les discussions à la conférence mondiale sur le désarmement.

Le Secrétaire général a suggéré dans un récent discours qu'un progrès sur le désarmement, soit général soit nucléaire, sera difficilement possible aussi longtemps qu'une des grandes puissances militaires, qui a récemment développé une certaine capacité militaire nucléaire, de son propre chef, n'y participera pas. Il a poursuivi en disant que lorsque la conférence aura lieu, elle devra être tenue dans des conditions qui permettront à tous les pays, s'ils le désirent, de participer aux délibérations. Le Canada partage cette opinion. Si une conférence a lieu, le Canada espère que la République populaire de Chine sera invitée à prendre part aux discussions.

Le développement économique et social

Monsieur le Président, malgré notre inquiétude à l'égard des questions de guerre et de paix, nous ne devons pas ignorer pour autant le rapport qui existe entre ces problèmes et l'obligation de créer le contexte économique et social nécessaire à l'établissement de la stabilité politique. Les vingt dernières années ont vu l'éveil de la conscience sociale de l'homme et le début d'une guerre organisée et sans précédent contre la pauvreté, la maladie et l'ignorance.

Mais ce n'est pas encore suffisant. L'écart entre le revenu per capita des pays en voie de développement et celui des pays développés s'est élargi, l'explosion de la population mondiale exige une augmentation rapide du rythme de développement économique, et les problèmes relatifs aux paiements des dettes menacent des programmes déjà lancés. Le fait que, alors que les besoins augmentent, l'apport de l'aide au développement se soit stabilisé, exige une action corrective et résolue de nous tous, collectivement et individuellement.